

LE SOCIALISME

Le 15 décembre 2023

Dans quel camp êtes-vous ? PS, PCF, EELV agents du sionisme nazi.

On ne nous fera pas taire : solidarité avec le peuple palestinien ! - Fédération Nationale de la Libre Pensée 13 décembre 2023

La Fédération Nationale de la Libre Pensée condamne l'interdiction par la Mairie de Paris d'une réunion-débat qui était prévue le 6 décembre à l'initiative de l'Union Juive Française pour la Paix et d'autres organisations qui voulaient se réunir pour débattre de la situation en Palestine et pour la paix. Judith Butler, philosophe, était invitée à cette occasion. Un message de solidarité d'Angela Davis avec le Peuple palestinien devait y être lu.

La Libre Pensée, qui milite pour un cessez-le-feu immédiat et la levée du blocus à Gaza et en Cisjordanie, pour l'égalité des droits entre tous les habitants de la région et, conséquemment, un seul Etat laïque et démocratique, garantissant la paix, a soutenu la demande de maintien de cette réunion par les organisateurs.

La Mairie de Paris, sa majorité PS, PCF, EELV, toutes tendances confondues, a maintenu leur interdiction de se réunir pour débattre et confirme ainsi son alignement sur la politique de Macron, de Biden et des autres gouvernements soutenant la politique de génocide du Peuple palestinien.

La Libre Pensée dénonce l'utilisation calculée par la Mairie de Paris de menaces venues de groupes sionistes violents, comme si ce n'était pas aux services de l'Etat et de la Mairie d'assurer le bon déroulement des réunions. Madame Hidalgo et sa majorité PS, PCF, EELV accepte la décision des groupes sionistes violents en bafouant le droit de réunion, alors qu'elle devrait en être la garante.

Après cela, Madame Hidalgo ose revendiquer auprès des journalistes de Libération un « *libre débat* » sur la question, en interdisant la libre expression de ceux qui luttent pour la paix ! La politique de la Mairie et de sa majorité municipale PS, PCF, EELV, c'est : pas de réunion, pas de débat et silence dans les rangs !

Pour eux, le génocide du Peuple palestinien doit se faire dans le silence des complicités de tous bords

<https://www.fnlp.fr/2023/12/11/on-ne-nous-fera-pas-taire-solidarite-avec-le-peuple-palestinien/>

Sordide imposture.

J-C – J'ai souvent affirmé que ce qu'on avait appelé la gauche abusivement, n'avait cessé de faire la courte échelle à l'extrême droite, aux dictatures ou aux guerres tout au long du XXe siècle, sans qu'on caractérise comme tels ces partis, ce qui a constitué une erreur politique gravissime, compromettante à jamais. Quelle conclusion les différents partis et militants tireront de cet épisode ? Si c'étaient les mêmes qu'hier, pour le coup la situation serait désespérée.

En usant d'artifices, ils chercheront à redorer leur blason en avançant masqués, ne leur en laissons pas le loisir, dénonçons et combattons leur supercherie politique, leur collusion avec le Macron ou le régime.

Ils ont soutenu toutes les guerres de l'impérialisme américain depuis le 11 septembre 2001 jusqu'à celle génocidaire contre le peuple palestinien en passant par la guerre en Ukraine au côté de l'OTAN et des néonazis de Kiev, ils ont participé à la dictature hygiénique ou sanitaire, ils participent actuellement à la dictature énergétique et climatique, etc. ce devrait être largement suffisant pour les classer parmi les pires réactionnaires ou ennemis du peuple, et pourtant, certains hésitent encore, sans doute par crainte de devoir avouer s'être fourvoyés durant des décennies ou parfois toute leur vie... les illusions sont cruelles quand elles vous éclatent en pleine gueule, n'est-ce pas ? Il suffit de l'assumer, c'est le seul moyen de s'en remettre et de continuer le combat politique sur des bases saines.

Bref, quand on examine attentivement et sans complaisance ni a priori leur orientation politique depuis un siècle, on s'aperçoit qu'invariablement ils ont toujours figuré au côté de la réaction et non au côté des travailleurs, contrairement à ce que l'immense majorité des militants croient encore.

La Mairie de Paris va lancer un « Pacte de Résistance des villes contre l'extrême droite » - 20minutes.fr 14 décembre 2023

La ville de Paris va travailler à l'élaboration d'un « Pacte de Résistance des villes contre l'extrême droite », « en partenariat avec toutes les collectivités progressistes qui le souhaitent ». Ce vœu du Conseil de Paris fait suite à une proposition du groupe communiste, qui a suscité de violents débats au sein de l'hémicycle parisien ce jeudi. 20minutes.fr 14 décembre 2023

J-C – Tous ces salopards n'avaient-ils pas appelé à voter Macron « pour faire barrage à l'extrême droite »? En réalité, avec Macron, c'est comme s'ils l'avaient portée au pouvoir.

Au fait, ont-ils résisté à l'OMS, non. Ont-ils résisté au Green New Deal de Davos, non. Ont-ils résisté à l'OTAN en Ukraine en 2014, non. Jamais. On ne peut pas « résister » à la réaction et être intégré dans les institutions de la Ve République, il faut choisir.

L'autre génocide.

- 114 millions de réfugiés dans le monde en 2023.
- 43,3 millions d'enfants réfugiés dans le monde.
- 4,4 millions de personnes considérées comme apatrides.
- 69% des réfugiés vivent dans des pays voisins de leur pays d'origine. (HCR)

Plus de 114 millions de personnes sont actuellement déplacées dans le monde, contre 75 millions en 2019.

«*Le Forum mondial sur les réfugiés se tient à un moment où les déplacements de population dans le monde atteignent des niveaux inégalés*», a déclaré à Arab News, Ezekiel Simperingham, responsable mondial des migrations et des déplacements pour la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

En ouvrant le forum par un appel à un cessez-le-feu immédiat, Filippo Grandi, le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a prévenu que la poursuite des combats ne ferait qu'augmenter le nombre de personnes déplacées dans le monde. Arab News 14 décembre 2023

Gaza 2023 : Israël et ses alliés poursuivent les mêmes buts et ressassent les mêmes mensonges qu'en 1948 - chroniquepalestine.com 14 décembre 2023

Par Jonathan Cook

Extrait.

L'histoire se répète, les politiciens et les journalistes de l'establishment ne voient rien alors que les faits d'une clarté aveuglante se déroulent sous leurs yeux. Il y a là un refus collectif obstiné d'appeler les choses par leur nom.

Le comportement d'Israël depuis sa création il y a 75 ans obéit toujours au même schéma, schéma toujours accueilli de la même façon par les puissances occidentales : « *Je ne vois rien de mal, je n'entends rien de mal* ».

En 1948, dans ces événements que les Palestiniens appellent leur « *Nakba* », la Catastrophe, 80% des Palestiniens ont subi un nettoyage ethnique, ont été chassés de leurs terres sur lesquelles allait s'autoproclamer « *Etat juif d'Israël* ».

Les Palestiniens n'ont pas cessé d'affirmer depuis ce temps que les dirigeants israéliens mentaient quand ils disaient que les populations palestiniennes avaient quitté leurs terres et leurs maisons de leur propre gré et avaient seulement obéi aux ordres des États arabes voisins.

Ce mensonge d'Israël a maintenant été démasqué grâce au travail d'historiens israéliens et à la mise à jour de documents d'archives de l'époque.

Ces historiens ont mis à nu d'autres mensonges des dirigeants israéliens, à savoir que ces derniers ont vainement tenté de persuader les Palestiniens, d'abord les 900 000 qui se sont retrouvés dans les frontières du nouvel Etat, de rester chez eux ensuite les 750 000 qui ont été forcés à l'exil, de retourner chez eux.

Ces archives montrent qu'en réalité, les soldats du nouvel Etat avaient commis d'horribles massacres en vue de chasser les populations palestiniennes de leurs terres. Cette entreprise d'épuration ethnique avait un nom, le Plan Dalet.

Les mensonges des dirigeants israéliens ne se sont pas arrêtés là.

Plus de 500 communautés agraires palestiniennes ont été rasées par les sapeurs de l'armée et les bulldozers mais ce fait est minoré voire effacé pour laisser place au thème glorieux de la propagande israélienne selon lequel « *Israël a fait fleurir le désert* ».

Chose extraordinaire, d'éminents universitaires, journalistes et politiciens en Occident, ceux qui participent au discours dominant, continuent d'ignorer tous ces faits pour se contenter de reprendre les mensonges israéliens et cela, alors même que le travail des historiens israéliens et les archives mises à jour corroborent ce que disent les Palestiniens à propos de ce qui s'est passé.

Différentes stratégies sont mises en œuvre pour dissimuler la vérité. Des observateurs de renom continuent de refourguer les points de vue israéliens discrédités alors que d'autres déclarent leur impuissance en arguant que la vérité est impossible à connaître.

D'autres encore, plus nombreux, admettent que même si de mauvaises choses se sont passées, les deux camps sont à blâmer et puis, disent-ils pour conclure, le résultat est excellent puisqu'il y a maintenant un sanctuaire pour les juifs.

Ce qui ne leur vient pas à l'esprit est qu'il n'y a absolument aucune raison que les Palestiniens paient le prix des méfaits d'antisémitisme et de génocide commis en Europe.

Aujourd'hui, toutes les élaborations destinées à défendre le sionisme et Israël s'écroulent grâce à la montée des médias sociaux, d'un monde numérique où l'information circule plus facilement.

Prises de court, les élites occidentales n'ont rien trouvé de mieux pour contrer cette prise de conscience que de coller à la hâte l'étiquette d'anti-sémite à tout point de vue critique des circonstances dans lesquelles est né Israël.

Moins de place désormais pour le mensonge

Maintenant que le contexte est posé, on comprend mieux les intentions et procédés du discours dominant : on dissimule, on ment, on excuse quand les faits sont trop flagrants.

On a toujours affaire au même décalage entre discours et réalité, à la différence que cette fois-ci, les mensonges et distorsions passent beaucoup moins bien parce que les gens peuvent désormais voir d'eux-mêmes et en temps réel les horreurs perpétrées sur le terrain par Israël.

On n'a pas besoin d'historiens pour nous dire ce qui se passe à Gaza, on peut le voir sur les écrans de télévision même quand on ne nous présente que des versions aseptisées. Israël est en train d'accomplir le nettoyage ethnique à Gaza. La plupart des experts en génocide disent qu'il s'agit aussi d'un génocide.

Dans les deux cas, on a affaire à une Grande Purification Ethnique expulsant les Palestiniens de leur patrie comme en 1948 et comme encore en 1967 sous le couvert de la guerre.

Et pourtant, pour qualifier ce que fait Israël à Gaza, ni le terme de nettoyage ethnique ni celui de génocide ne figurent dans les rapports et analyses des médias dominants.

On nous raconte que ce que vise Israël est d'éradiquer le Hamas, un but impossible à réaliser parce qu'on ne peut jamais éradiquer la détermination d'un peuple opprimé à résister contre son oppresseur. Et on sait que plus on l'opprime et plus sa résistance sera grande.

L'Occident tente maintenant de diriger l'attention du public vers le « jour d'après », alors qu'on sait qu'on ne peut pas confier le gouvernement de ces terres désolées à n'importe qui, surtout pas à ce régime du style Vichy frappé de faiblesse chronique et appelé l'Autorité Palestinienne.

Il est frappant de constater que ce qui était vrai en 1948 reste toujours vrai en 2023. Israël diffuse mensonges et ruses et les élites occidentales ne font que les répéter.

Alors même qu'Israël perpète des crimes contre l'humanité au su et au vu de tout le monde, alors même qu'il dit à l'avance qu'il va les faire, l'establishment occidental refuse de les admettre comme crimes.

La vérité qui aurait dû être admise il y a longtemps, en 1948, est qu'Israël n'est pas une démocratie libérale aimant la paix. C'est un Etat colonial classique pratiquant la colonisation de peuplement dans la lignée des conquérants occidentaux qui ont fondé entre autres, les USA, le Canada et l'Australie.

La finalité de toute colonisation de peuplement est toujours la même : remplacer la population autochtone.

Après ses opérations d'épuration ethnique de 1948 et 1967, Israël n'a pas trouvé de meilleure solution pour les populations palestiniennes restantes, celles qui ont survécu à l'extermination, que de leur faire subir le système d'apartheid classique pratiqué par ses prédécesseurs coloniaux, celui de les enfermer dans des réserves pour indigènes.

L'Occident s'entête à employer l'euphémisme de « conflit » pour désigner une entreprise systématique de spoliation, de ghettoïsation et d'apartheid à laquelle les victimes résistent.

A présent, on assiste à un effondrement de la politique menée par Israël face aux Palestiniens et cela essentiellement pour deux raisons.

La première est que les Palestiniens, grâce aux nouvelles technologies, se rendent plus visibles sur la scène mondiale et gagnent de plus en plus de soutien populaire y compris chez les masses occidentales, chose très problématique pour leurs oppresseurs.

Ils ont aussi réussi à donner à leur cause une place dans les forums internationaux. Aujourd'hui une majorité des membres de l'ONU reconnaît la Palestine comme Etat.

La deuxième raison est que le Hamas a prouvé le 7 octobre que la résistance palestinienne ne pouvait être étranglée, même dans un siège renforcé par des drones et un dôme d'acier pour contrer les missiles de représailles.

Dans ces conditions très difficiles, les Palestiniens ont montré leur capacité à user de moyens originaux et inédits afin de briser l'isolement et l'oppression qu'ils subissent et à attirer les regards des peuples du monde sur ce qu'ils vivent.

La conclusion que les organisations de la résistance palestinienne ont tirée est que face aux consciences morales anesthésiées de l'Occident à l'égard de la souffrance de leur peuple, seules des actions d'envergure sont capables de pousser à bout Israël et le contraindre à manifester au grand jour sa nature criminelle, à commettre au vu et au su de du monde entier des atrocités qui ne peuvent qu'occuper une place centrale dans les médias.

Israël sait que les Palestiniens resteront toujours pour lui un tourment permanent, un rappel constant qu'il n'est pas un Etat normal.

Nous sommes déjà dans un processus où la lutte contre la politique israélienne à l'égard des Palestiniens – politique vieille de plusieurs décennies et faite de dépossession, de répression et de massacres – devient de plus en plus une cause morale centrale dans la conscience des publics occidentaux comme le fut la lutte contre l'apartheid sud-africain.

Israël donc tente de tirer avantage de ce moment pour « *achever le boulot* », on sait ce que c'est et on le sait depuis sept décennies. Le crime se déploie pas à pas et s'accélère alors que les journalistes et les politiciens en Occident font semblant de ne rien voir.

J-C – Et après ou tout cela pour quoi au juste, nous ne le saurons pas. Si nous ne luttons pas simultanément pour renverser le régime en place dans notre propre pays, nous n'aidons pas vraiment les Palestiniens...

La solution à deux Etats, c'est plus que déplacé, c'est grotesque.

- Pour le leader turc, la création d'un État palestinien indépendant, souverain et territorialement intégré, avec Jérusalem pour capitale, sur la base des frontières de 1967 est le seul moyen de parvenir à une paix durable dans la région.

- « *Pourquoi êtes-vous obsédé par une solution à deux États ?* » a déclaré Tzipi Hotovely, l'ambassadrice d'Israël au Royaume-Uni lors d'une interview accordée à Sky cette semaine,

s'en prenant au journaliste pour avoir insistée en faveur du consensus international visant à mettre fin à l'occupation illégale d'Israël qui dure depuis des décennies.

Dans l'État d'apartheid, le ministre israélien des Communications, Shlomo Karhi, a fait écho au rejet par Hotovely d'un règlement pacifique en faveur de la position maximaliste adoptée depuis longtemps par les dirigeants sionistes. « *Il n'y aura pas d'État palestinien ici* », Karhi a déclaré sur X. « *Nous ne permettrons jamais qu'un autre État s'établisse entre le Jourdain et la mer. Nous ne reviendrons jamais à Oslo* », a-t-il ajouté, faisant référence à l'accord de 1993.

Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, a également publiquement exprimé son désaccord avec l'ambassadeur israélien en déclarant à Sky News que c'était la position de longue date du gouvernement britannique qu'il devrait y avoir un État palestinien indépendant établi à côté de celui existant d'Israël – donnant aux deux peuples leur propre territoire.

La sémantique antisémité : J'accuse l'Etat juif fasciste de crime contre l'humanité, de génocide, de crime de guerre, d'apartheid.

Peut-on parler de génocide à Gaza ? - orientxxi.info 14 décembre 2023

L'usage du terme « *génocide* » reste très limité en France, souvent mis entre guillemets par la presse, présenté comme excessif. En revenant pourtant au droit international, la pertinence du terme pour qualifier le massacre en cours depuis le 7 octobre à Gaza est limpide. Le bureau international de la Fédération internationale pour les droits humains a d'ailleurs adopté une résolution reconnaissant les actions d'Israël contre le peuple palestinien comme étant « *un génocide en cours* ».

On peut ainsi dire que sont considérés comme des crimes de guerre tout meurtre intentionnel et tout ciblage de civils en tant que tels, ou toute destruction intentionnelle de leurs biens et de leurs établissements hospitaliers, éducatifs et religieux, ou le fait de les exposer à la famine et de leur refuser l'aide humanitaire ; toute attaque à grande échelle contre des villes ou des villages pour laquelle il n'y a pas de justification militaire, ou tout mauvais traitement ou torture de prisonniers, de détenus, de non-combattants, ou même de combattants s'ils déposent les armes ; tout transfert ou déplacement systématique et forcé de populations, ou toute attaque injustifiée contre des centres et des représentants d'organisations internationales, d'organisations de maintien de la paix, d'organisations humanitaires ; et toute utilisation d'armes internationalement interdites.

Là encore, on peut dire qu'il existe des preuves confirmant la légitimité des allégations selon lesquelles Israël commet et a commis des crimes contre l'humanité, que ce soit lors de l'actuelle guerre contre Gaza — surtout s'agissant d'attaque « *généralisée ou systématique lancée contre la population civile et en connaissance de cette attaque* » et d'actes inhumains « *de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale [des civils]* », ou en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, en vertu des clauses qui font référence à l'apartheid.

Cependant, pour qu'un génocide soit reconnu comme tel, l'intention de le commettre doit être prouvée.

Certains juristes considèrent que les déclarations officielles israéliennes et les appels explicites à la vengeance et aux meurtres contre les Palestiniens — en tant que Palestiniens — , les décisions claires de renforcer le siège de Gaza en listant les matériaux interdits d'entrée, comme l'a fait le ministre israélien de la défense Yoav Gallant le 9 octobre 2023, tout en sachant qu'aucune vie n'est possible sans ces matériaux (eau, électricité, carburant, etc.), ainsi que la mise en œuvre de tout cela par l'armée israélienne, prouvent la volonté d'anéantissement et de passer de la déclaration à l'exécution.

On peut ajouter à cela la présence d'une « *tendance génocidaire* » répétitive dans les discours officiels du gouvernement de Benjamin Nétanyahou et de certains députés de sa majorité — autant de discours filmés et transcrits dans la presse. Par exemple : invoquer une « *guerre contre les forces du mal et de la barbarie* », déshumaniser les Palestiniens et les qualifier d'animaux, prétendre qu'il n'y a pas de civils dans la bande ou déclarer qu'il n'y a que « *les terroristes du Hamas* » et les « *sympathisants du Hamas* », appeler à utiliser des armes nucléaires contre les Gazaouis si nécessaire et à déporter les survivants en Égypte (et dans d'autres pays), détruire Gaza et la transformer en « *grand terrain de football* », etc.

Rappelant la présence claire de cette intention de commettre un génocide du côté israélien et « *le passage à l'acte* », l'historien israélien Raz Segev, spécialiste de l'Holocauste, a été le premier à souligner que nous étions face à « *un cas d'école de génocide* »

Il est possible de dire qu'aucun conflit antérieur documenté n'a concentré autant de crimes, de violations et d'atrocités dans une zone géographique aussi restreinte, d'environ 360 km², et sur une période aussi courte.

Il faut ajouter que la plupart des États et des responsables politiques préfèrent éviter l'utilisation du terme « *génocide* », pour ne pas avoir à agir, conformément à la Convention qu'ils ont signée, pour le « *prévenir* » ou pour « *y mettre fin immédiatement* ». Ce qui, bien entendu, n'est pas à l'ordre du jour pour eux.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le bilan palestinien des attaques israéliennes s'est élevé à plus de 18 787 morts et au moins 50 897 blessés, a annoncé jeudi le ministère de la Santé.

L'Observatoire Euro-Med des droits de l'homme a révélé avoir répertorié 120 charniers dans l'enclave.

Depuis le 7 octobre, il y a eu « *266 morts et plus de 3 000 blessés* » en Cisjordanie, selon un rapport de l'Autorité palestinienne.

Depuis le 7 octobre, OCHA a recensé « *171 attaques de colons, avec la destruction de plus de 200 bâtiments palestiniens et la fuite d'au moins un millier de civils, contraints d'abandonner leurs maisons pour sauver leur vie* ».

- L'armée d'occupation israélienne a arrêté 4 000 Palestiniens depuis le 7 octobre en Cisjordanie et à Jérusalem-Est occupées, ont déclaré hier les organisations palestiniennes de défense des droits des prisonniers dans une déclaration commune.

L'Autorité des Affaires des Prisonniers et des Ex-Prisonniers, le Club des Prisonniers Palestiniens, l'Association Addameer de Soutien aux Prisonniers et des Droits de l'Homme et le Centre Wadi Hilweh à Jérusalem ont souligné les crimes et violations israéliens contre les Palestiniens en Cisjordanie occupée après le 7 octobre, notamment les campagnes d'arrestation en cours et les violations commises contre les détenus dans les prisons israéliennes, y compris la torture et les abus systématiques.

Selon le communiqué, le plus grand nombre d'arrestations a été enregistré dans le gouvernorat d'Hébron, dans le sud de la Cisjordanie occupée, où 1 000 personnes ont été arrêtées, tandis que le nombre de femmes détenues a atteint 150, dont des citoyennes palestiniennes d'Israël. Au moins 255 enfants ont été arrêtés depuis le 7 octobre, ont-ils ajouté.

Quarante-cinq journalistes palestiniens ont été arrêtés après le 7 octobre, 32 d'entre eux sont toujours en détention, indique le communiqué. Les autorités israéliennes ont émis 2 000 arrêtés de détention administrative, dont de nouveaux et le renouvellement de ceux qui arrivaient à expiration.

Au moins six prisonniers palestiniens sont morts en détention, dont un originaire de Gaza qui n'a pas été identifié.

Il y a désormais plus de 7 800 Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, dont plus de 2 870 détenus administratifs – détenus sans inculpation ni procès, et 260 ont été classés comme « *combattants illégaux* » de Gaza, notant que ce nombre pourrait être plus élevé puisqu'Israël ne divulgue pas les détails de tous ceux qu'il a incarcérés. middleeastmonitor-com 14 décembre 2023

29 soldats israéliens blessés dans les combats à Gaza au cours des dernières 24 heures, selon l'armée - aa.com.tr 14.12.2023

- Au moins 445 soldats tués et 1 740 autres blessés depuis le début du conflit à Gaza le 7 octobre, selon les médias israéliens

Le personnel de l'administration Biden appelle à la fin de l'agression israélienne contre Gaza. L'autoroute à Los Angeles bloquée. - french.almanar.com.lb 14 décembre 2023

De nombreux fonctionnaires de l'administration américaine se mobilisent pour que leur gouvernement reconnaisse les atrocités israéliennes commises à Gaza par l'armée israélienne. Plusieurs lettres signées par de nombreux fonctionnaires ont déjà été adressées au gouvernement, malgré la crainte de représailles.

Josh Paul, qui a démissionné du Département d'État en octobre en raison de « *l'assistance mortelle à Israël* » apportée par les États-Unis, a pris la parole lors de l'événement.

Une lettre ouverte des employés de la Sécurité intérieure fustige les dirigeants de l'agence pour avoir « *minimisé les atrocités israéliennes en cours* » à Gaza.

Plus d'une centaine de membres du personnel du Département américain de la Sécurité intérieure (DHS) ont signé une lettre ouverte au secrétaire d'État Alejandro Mayorkas dénonçant la gestion de la guerre israélienne contre Gaza par le département. french.almanar.com.lb 14 décembre 2023

- Les Avocats pour la Palestine manifestent au Palais de Justice - europalestine.com 13 décembre 2023

Ils ont commencé par relayer l'alarme lancée par leurs consœurs et confrères palestiniens, dont au moins 50 à ce jour ont été tués par les bombardements génocidaires de l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Israël détruit tout à Gaza, y compris le Palais de Justice du territoire martyr, réduit en poussières le 4 décembre dernier.

Prenant la parole à tour de rôle, les Avocats pour la Palestine ont enfin dénoncé clairement la complicité de nos autorités dans le génocide en cours, ainsi que le silence de leur propre institution, la « *Maison des Avocats* » se situant juste en face du tribunal.

Le film « *Fedayin, le combat de Georges Abdallah* », en ligne ! - europalestine.com 13 décembre 2023

Fedayin, le combat de Georges Abdallah (FILM COMPLET)

<https://www.youtube.com/watch?v=gltRULzaqYQ&t=2s>

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

Vingt-et-un coup de canon, vingt-deux v'là les flics !

Budget : le gouvernement recourt une nouvelle fois au 49.3 pour la partie "recettes" de son projet de loi de finances pour 2024 - AFP/franceinfo 14/12/2023

C'est la 21e fois qu'Elisabeth Borne engage ainsi la responsabilité de son gouvernement pour faire adopter un texte sans vote à l'Assemblée nationale. AFP/franceinfo 14/12/2023

J-C- Il fallait être démagogue ou très con pour avoir sorti qu'ils ne pourraient plus gouverner après les législatives, qu'ils n'adopteraient plus aucun texte, aucune loi ?

Totalitarisme. Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme. L'effet Charlie, cela vous dit-il quelque chose ?

J-C – Question à un centime d'euro : Quand les syndicats SNJ, CGT, CFDT et FO, les sociétés de journalistes (SDJ) de nombreux médias, l'association Acrimed, etc, rompent-ils avec Macron et l'Union européenne ? S'engagent-ils à mener ce combat en toute indépendance ?

Espionnage de journalistes : une cinquantaine d'organisations dénoncent le "lobbying de la France" à Bruxelles - aa.com.tr 14.12.2023

Une cinquantaine d'organisations de défense de la liberté de la presse appellent Emmanuel Macron à ne pas « *torpiller* » le secret des sources, dénonçant le « *lobbying* » de la France à Bruxelles pour autoriser « *l'espionnage* » exceptionnel des journalistes au nom de « *la sécurité nationale* », ont rapporté des médias locaux. (Il y a un truc que je ne comprends pas. Ils sont très cons ou quoi, pourquoi ne seraient-ils pas capables de protéger leurs sources, comment font les truands, les gangsters de la finance ? Il y a plein de moyens simples pour déjouer leur espionnage. Ils doivent être trop légalistes pour pouvoir les imaginer, cela les perdra ! – J-C)

La France pousse pour que l'Europe autorise l'utilisation de logiciels-espions contre les journalistes, dans le cadre de certaines enquêtes, au nom de la « *sécurité nationale* », rappelle *Le Parisien* ajoutant que si le projet de loi ne fait pas beaucoup de bruit, il inquiète grandement la profession.

« *Sans protection des sources, pas de journalisme, pas de démocratie* », écrivent dans leur texte les syndicats SNJ, CGT, CFDT et FO, les sociétés de journalistes (SDJ) de nombreux médias, l'association Acrimed ou encore la cellule investigation de Radio France, rapporte le même média.

Leur appel intervient alors que les négociations autour de la « *loi européenne sur la liberté des médias* » doivent aboutir ce vendredi, précise *Le Parisien*.

Gouvernements des États membres de l'UE, eurodéputés et Commission Européenne doivent trouver un compromis sur ce texte qui, s'il « *comporte une très grande majorité de dispositions renforçant la liberté de la presse* », contient « *aussi quelques dispositions liberticides* », s'alarment les signataires de la lettre ouverte.

De son côté, Reporters sans frontières a « *fait part au ministre de l'Intérieur français, Gérald Darmanin, de sa préoccupation du maintien de l'exception de sécurité nationale, à l'insistance de la France* », redoutant qu'elle soit « *utilisée de manière abusive* », note encore *le Parisien*. aa.com.tr 14.12.2023

Collabo. On ne se refait pas.

Fayard, fayot ! - europalestine.com 13 décembre 2023

Pendant que s'accomplit le génocide à Gaza, les éditions Fayard n'ont rien trouvé de mieux à faire que de retirer de leur catalogue l'ouvrage d'Ilan Pappé « *Le Nettoyage ethnique de la Palestine* ». europalestine.com 13 décembre 2023

Courriel que j'ai envoyé aux Editions Fayard. A ma grande surprise il figure en pleine page dans leur blog.

Réédition en 2021 en France de "*Mein Kampf*", "*une mission historique et citoyenne*", dicit les Editions Fayard.

Entre *Mein Kampf* d'Hitler et *Le Nettoyage ethnique de la Palestine* d'Ilan Pappé, les Editions Fayard affichent leur préférence.

Normal, rien de changé en somme.

Pour s'attirer les bonnes grâces des autorités nazies, au mois de juillet ou août 1940, Lucien Tisserant chez Fayard s'empresse de livrer sa propre liste des auteurs antinazis ou juifs que l'éditeur retirera des vitrines ou des catalogues.

Source :

L'édition française dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale par Jean-Yves Mollier

Dans Vingtième Siècle. Revue d'histoire 2011/4 (n° 112), pages 127 à 138

J-C – Je rajoute un petit mot. Durant la Seconde Guerre mondiale pratiquement tous les éditeurs collaborèrent avec Vichy et les Allemands.

<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2011-4-page-127.htm>

Tout s'explique

Arthème Fayard, mort en 1936, a lancé *Candide* et *Je suis partout* et que sa veuve mène campagne pour faire entrer Charles Maurras à l'Académie française – ce sera chose faite en 1938.

Je suis partout : Un journal rassemblant des plumes souvent issues ou proches de l'Action française, il devient, à partir de 1941, le principal journal collaborationniste et antisémite français sous l'occupation allemande.

Candide est un journal hebdomadaire français d'extrême droite, de la mouvance maurrassienne nationaliste et antisémite publié entre 1924 et 1944. (Source : Wikipédia)

Les sionistes nazis : Ne touchez pas à notre rabbin !

Var: le Crif va porter plainte après un affichage représentant Emmanuel Macron en "grand rabbin de Gaza" - bfmtv.com 14/12/2023

Le Crif va porter plainte contre l'auteur de cet affichage sur un panneau publicitaire, entre la Seyne-sur-Mer et Six-Fours. Ce dernier revendique des affichages "*satiriques*".

"*Macron nommé grand rabbin de Gaza*". C'est le texte d'une nouvelle affiche de Michel-Ange Flori qui a fait son apparition entre la Seyne-sur-Mer et Six-Fours-les-Plages mercredi 13 décembre.

L'ancien publicitaire, connu pour ses affichages qu'il qualifie de "*satiriques*", a dévoilé sa dernière affiche où l'on peut voir Emmanuel Macron, grimé en rabbin avec le texte "*Macron nommé grand rabbin de Gazaé*". " bfmtv.com 14/12/2023

Plus populiste que Mélenchon, tu meurs !

Gaza : Jean-Luc Mélenchon souhaite des "sanctions économiques" contre Israël - BFMTV 15 décembre 2023

Le leader insoumis Jean-Luc Mélenchon a évoqué ce jeudi 14 décembre que des "*sanctions économiques*" similaires à celles infligées à la Russie depuis son invasion de l'Ukraine soient prises à l'encontre du gouvernement israélien.

"*Tous les crimes de guerre doivent être punis, quiconque les commet*", a déclaré Jean-Luc Mélenchon, dénonçant "les massacres qui se déroulent à Gaza". Dans le conflit en cours entre Israël et le Hamas, "*la France doit défendre à tout prix des principes qui ne soient pas à géométrie variable*", a-t-il lancé, exhortant au "*respect du droit international*". BFMTV 15 décembre 2023

J-C – « *La France doit* », et voilà qu'il parle à nouveau pour Macron ou il se prend pour le ministre des Affaires étrangères, c'est une manie chez lui, il est frustré de ne pas être devenu son Premier ministre !

Et puis, quel abruti, le « *droit international* », c'est le droit des assassins depuis 76 ans ! Le « *droit international* », c'est quoi ? La partition liquidation de la Palestine en 1947 ! Voilà ce qu'il revendique.

Et le crime contre l'intelligence humaine dont il est coupable, comment devrait-on le punir, en lui retirant le peu de cervelle qu'il lui reste et qui manifestement ne sert à rien de bon, il faudrait le trouver encore !

Comprenez bien à quel tour de passe-passe bien dégueulasse se livre ce salopard de première. Adoptons son langage, un crime de guerre doit être puni, admettons-le pour notre démonstration.

Il suffit donc de caractériser n'importe quel acte de crime de guerre pour qu'il mérite une sanction. Mais qui dit que cet acte mérite cette caractérisation ? Peut-être s'agissait-il d'autre chose, d'un acte légitime ou qui pourrait bénéficier de circonstances atténuantes compte tenu du contexte, de l'histoire, du passé, qui sait ?

Le voilà justicier, procureur de l'Inquisition ou d'un tribunal d'exception jugeant les actes attribués à la résistance palestinienne, et qui ont servi à sa condamnation sur la base d'éléments fournis par les tortionnaires du peuple palestinien, les autorités de l'Etat juif génocidaire, pire sans que le droit à la défense des Palestiniens puisse s'exercer, sans vérifier si des preuves existent vraiment pour soutenir cette accusation, et pour cause, la presse israélienne a reconnu à demi-mot sur la base de témoignages de juifs israéliens que les massacres imputés aux Palestiniens avaient été commis par l'armée israélienne, mieux encore, on a découvert que Tsahal fabriquait des films de propagande falsifiant les faits qu'il rapportait.

Mélenchon s'en fout, c'est un légaliste, il lui faut ménager sa droite et sa gauche, il veut plaire à tout le monde, à ses partisans, à Macron, Biden, Netanyahu, au Crif et aux médias, alors Hamas = Tsahal, c'est plus simple, expéditif et sans risque. C'est horrible, certes, Mélenchon se contrefout de savoir que Netanyahu identifie le Hamas et le peuple palestinien quand il dit qu'il veut les exterminer, et bien qu'il les extermine et on n'en parlera plus !

On est en présence d'une grande gueule qui est un lâche en vérité, un démagogue professionnel, un champion de l'entourloupe.

Mélenchon va être comblé !

Guerre en Ukraine : l'UE approuve de nouvelles sanctions contre la Russie - AFP/lepoint.fr 15 décembre 2023

L'Union européenne a approuvé un nouveau paquet de sanctions contre la Russie, qui comprend notamment l'interdiction des importations de diamants russes dans l'UE, a indiqué jeudi un communiqué des Vingt-Sept.

L'interdiction de l'UE concernera les diamants naturels ou synthétiques et les bijoux dès janvier, et les diamants russes taillés dans d'autres pays à partir de septembre 2024.

Les Vingt-Sept ont également décidé d'étendre ces sanctions pétrolières au GPL, le gaz de pétrole liquéfié, au butane et au propane, utilisés notamment pour le chauffage. AFP/lepoint.fr 15 décembre 2023

C'est la France ! Quand les magistrats sont des escrocs.

Un agriculteur reçoit une amende faramineuse pour avoir «pollué la vue» de son voisin - capital.fr 13/12/2023

Si les nuisances sonores humaines ou animalières sont souvent source de tension entre les habitants d'un même secteur, il est ici question de pollution visuelle. C'est pour ce motif qu'un agriculteur de la zone viticole de Vaison-la-Romaine est sous le coup d'une très lourde amende. En effet, un propriétaire de gîtes haut de gamme, situé à deux kilomètres, estime que les engins agricoles «*engendrent une pollution visuelle*» qui porterait préjudice à son activité.

Le plaignant a envoyé en 2020 une mise en demeure à son voisin pour lui ordonner d'enlever ses véhicules et des «*déchets entreposés*». Un paysage selon lui désagréable qu'il qualifie de «*décharge à ciel ouvert*». L'agriculteur a ensuite été incriminé devant le tribunal d'Orange et a été condamné à retirer ses engins dans un délai de quinze jours, après lequel il serait pénalisé d'une astreinte de 200 euros par jour.

L'affaire aurait pu s'arrêter là. Mais l'agriculteur ne s'est pas préoccupé de la décision de justice et le tribunal de Carpentras lui réclame depuis le 8 décembre la somme de 105 400 euros d'astreinte.

L'homme, qui perçoit comme seule ressource le RSA, s'est retrouvé dans l'incapacité de régler cette lourde amende. Il a donc décidé de se rapprocher de l'association Solidarité Paysans, chargée des agriculteurs endettés, pour obtenir de l'aide. Il ne compte d'ailleurs pas en rester là et prévoit de déposer plainte pour «*escroquerie au jugement*». Selon lui, les photos de ses engins agricoles transmises à la justice sont malhonnêtes. Les clichés seraient excessivement zoomés par son voisin pour renforcer l'impression de nuisance. capital.fr
13/12/2023

Soudan.

Mais où va donc le Soudan ? Majed Nehmé - afrique-asie.fr 14 décembre 2023

Depuis le 15 avril 2023, des affrontements fratricides ont plongé le Soudan dans l'horreur et la désolation. Pour comprendre les raisons de ce conflit qui a jeté sur les chemins de l'exil des millions de civils, mais aussi le positionnement des puissances internationales et régionales face à cette tragédie, nous nous sommes entretenus avec le Dr Khaled al-Farah, nouvel ambassadeur du Soudan en France, diplomate francophone chevronné.

Points clés de l'entretien :

Par son silence complice, la communauté internationale apporte un soutien implicite à la milice d'Himeiti et brade les valeurs de justice et des droits de l'homme.

Ce qui se passe au Soudan est la poursuite du projet colonial et hégémonique qui a commencé en Irak, s'est poursuivi en Libye, puis en Syrie, avant de s'étendre au Yémen...

Le projet d'Israël : perpétuer son existence et son expansion par la force, du Nil à l'Euphrate, aux dépens des pays et des peuples arabes.

Les sanctions ne touchent et n'affectent pratiquement que la population civile, tandis que les responsables censés être visés par elles, s'en sortent toujours.

Pourquoi en est-on arrivé là ? Tout simplement parce que ceux qui ont planifié et continué à planifier la destruction du Soudan et à le diviser en petites entités en guerre entre elles (en commençant par la séparation du Sud) pensaient que le moment était venu d'exploiter cette force brute et porter ce coup qu'ils voyaient comme le coup final contre l'État soudanais unitaire, afin d'atteindre leur objectif ultime de détruire cette nation ancienne et fière.

<https://www.afrique-asie.fr/mais-ou-va-donc-le-soudan/>